

IAATA publié le le 17 mars 2020

[ITALIE] CoVid-19 : Point d'arrivée, points de départ

A tout-e-s nos amis qui ne vivent pas en Italie et qui nous ont demandé de vous parler de ce qui se passe ici... c'est une image de notre situation en Italie depuis le début de l'épidémie jusqu'à présent.

Texte d'Azione Antifascista Roma Est (Action Antifasciste Rome Est)

Ce que l'on sait : le CoVid-19 est un virus plus agressif et plus contagieux par rapport à un normal virus grippal. Il agit sur l'appareil respiratoire, causant des pneumonies qui, dans les cas plus graves, entraînent la mort. Le virus est particulièrement dangereux pour les personnes âgées, présentant déjà d'autres maladies graves ou ayant des défenses immunitaires affaiblies. Bien que le pourcentage de malades en situation critique et de morts avérés peuvent laisser penser que le CoVid-19 serait similaire à une grippe quelconque, sa dangerosité est due à la facilité par laquelle il se diffuse, au fait qu'il reste incurable à ce jour (il n'existe pas un protocole de soins établi) et impossible à prévenir (il n'existe pas de vaccin non plus).

Depuis le 22 février, la courbe de croissance de malades a suivi une trajectoire exponentielle (ce n'est pas une exagération, c'est littéralement ainsi), jusqu'à atteindre en Italie, le 13 mars 2020, plus de 17 600 contaminations vérifiées et plus de 1 200 mort-e-s. Les structures sanitaires publiques italiennes n'ont pas les moyens matériels nécessaires pour faire face à ces chiffres : on manque notamment de respirateurs artificiels et de lits en thérapie intensive, nécessaires pour assurer le soin des manifestations plus graves de la maladie.

Le premier cas avéré de CoVid-19 en Italie remonte au 22 février : il s'agit d'un homme d'affaires de la région Lombardia rentré au pays après un déplacement professionnel dans la région de Wuhan, en Chine, épice de la maladie à ce moment-là. Depuis les cas avérés de citoyen-e-s italiens positifs et positives au virus ont augmenté jour après jour, concernant d'abord les régions au Nord de l'Italie (Lombardia, Veneto, Piemonte et Emilia-Romagna), qui traditionnellement constituent le cœur économique du pays.

Les médias grand public ainsi que le système politique étatique sont désemparés face à cette émergence, entraînant une grande confusion pendant les premières phases de la diffusion de la maladie. Tandis que les journaux emploient des tons apocalyptiques et insistent sur le taux de mortalité et sur la dangerosité du virus, les politiciens de droite et de gauche invitent les citoyen-e-s à poursuivre tranquillement leurs vies, par peur des retombés économiques conséquentes.

Matteo Salvini, leader du parti Lega Nord [1], en profite pour faire de la polémique avec l'actuel gouvernement (tenu par le Movimento Cinque Stelle [2], le Partito Democratico [3] et d'autres partis mineurs de gauche et centre-gauche) pour qu'il ferme les frontières, tandis qu'il invite ses électeurs à ne pas s'alerter concernant ce nouveau virus. En même temps, Giuseppe Sala, maire de Milan (Partito Democratico), ville moteur de l'économie du pays depuis désormais des décennies, lance l'hashtag #milannes'arrêtepas (#milanononsiferma), en invitant les citoyen-e-s à ne pas rester à la maison et en proposant l'image d'une ville active, productive et par conséquent heureuse face à ce moment de difficulté. À cette campagne de communication participe également le secrétaire du Partito Democratico, Nicola Zingaretti, qui va à Milan et se fait photographier pendant qu'il trinquait heureux avec d'autres membres de son parti ; quelque jour après, Zingaretti annonce sur Facebook être en quarantaine, après avoir contracté le CoVid-19.

La contagion se répandit et l'on compte les premiers morts. Les médecins de la région Lombardia, la première à être sévèrement touchée, commencent à dénoncer la grande insuffisance du système sanitaire italien face à un problème qui se complexifie sérieusement jour après jour : l'optimisme initial devient de moins en moins justifié et l'invitation au calme devient toujours moins efficace. L'opinion publique, absolument non préparée à une situation de ce type, dévoile deux visages contrastés : d'une part il y a celles-ceux qui minimisent la gravité de la situation et ignorent même les conseils plus basiques de sécurité sanitaire, de l'autre il y a celles-ceux qui, paniqué-e-s par une éventuelle mise en quarantaine, prennent d'assaut les supermarchés, comme si l'on se trouvait en période de guerre.

Le 23 février le gouvernement annonce que dans les régions de Lombardia, Veneto et Emilia-Romagna les écoles, les universités et les lieux de rencontre sont fermés pour contenir la propagation du virus. Sont interdites également les manifestations et assemblées, on déconseille de se réunir en groupe : au-delà de la fermeture des écoles, aucune de ces mesures n'est observées par les citoyen-e-s de manière volontaire, ni les institutions les font observer véritablement. Les écoles sont fermées et l'interdiction de manifester est déclarée, mais les bars se remplissent de gens à l'heure de l'apéro : ceci est le scénario des premières journées de mesures spéciales contre la contagion en Italie. Dans ce contexte, le système sanitaire des trois régions premièrement et particulièrement touchées est sur le point de s'effondrer : les morts augmentent et il n'y a plus de lits en

thérapie intensive pour les malades graves, on cherche des solutions alternatives pour les soigner. Entre-temps, le virus s'est étendu à tout le pays : les mesures restrictives et les interdictions se démultiplient et se durcissent, bien que la réaction d'une bonne partie de la population soit celle d'ignorer les appels à la prudence et à éviter les rassemblements pour limiter la contagion.

Début mars les médecins de la région Lombardia, la plus riche d'Italie et avec le meilleur système sanitaire du pays, déclarent d'être désormais incapables de faire face à l'émergence : les patient·e·s nécessitant des thérapies intensives sont trop nombreuses et nombreux pour être soigné·e·s et bientôt les médecins devront sélectionner les personnes à soigner par rapport à leur espérance de vie, laissant donc de côté personnes âgées et malades graves. Le 5 mars les écoles et les universités sont fermées sur tout le territoire national. Samedi 7 mars, au couché du soleil, le gouvernement décide de la mise en quarantaine des régions Lombardia, Veneto, en partie le Piemonte et presque toute l'Emilia-Romagna, empêchant la population de sortir de son domicile.

Une fuite du bureau de presse de la région Lombardia sème la panique dans la population qui habite la ville de Milan, mais qui est originaire d'autres régions : les trains directs au Sud Italie sont pris d'assaut par une multitude de personnes essayant de sortir de la quarantaine à temps. Les supermarchés et les pharmacies sont bondés de familles qui font des provisions. Les dispositifs médicaux, tels que les gants en latex, les masques et les gels désinfectants, deviennent l'objet de pillages, de prix exorbitants, ils sont vite introuvables dans les magasins et des vendeurs improvisés tirent du profit en vendant des paquets de cinq masques jetables pour 40 euros sur internet.

Le 8 mars, comme prévu des jours avant par le département de l'administration pénitentiaire, explose la « bombe des prisons ». La peur de la contagion se propage et on y applique des mesures encore plus restrictives, comme l'interdiction des parloirs avec les proches. La prison étant l'une des multiples urgences chroniques de l'Italie, les premiers désordres commencent : dans les prisons de Poggioreale (Naples) et de San Vittore (Milan), les détenu·e·s protestent en battant sur les barreaux des cellules pour faire du bruit ; à la prison Sant'Anna (Modène) elles·ils prennent le contrôle de la prison, elles·ils en détruisent une bonne partie et elles·ils atteignent les grilles extérieures. La police arrive à rentrer seulement après plusieurs heures de confrontation avec les émeutier·e·s. À la fin de la journée on compte 3 morts et plusieurs blessé·e·s.

Le 9 mars, dès le matin, on apprend qu'il y a 7 morts à Modène à cause d'overdose de médicaments, d'après les informations officielles données par la police. De façon spontanée et soudaine la révolte se multiplie et se propage dans le pays, du Nord au Sud. Partout les CRS et les gardes mobiles sont déployés devant les grilles, tandis qu'à l'intérieur plusieurs incendies démarrent, les détenu·e·s montent sur les toits, les révoltes et les protestations ne s'arrêtent pas. Les matons sont pris en otage et les équipements des prisons sont endommagés. À Foggia (région Puglia) plus de cinquante personnes arrivent à s'évader entre fusillades et vols de voitures. À Rebibbia (Rome) les proches bloquent la rue avec des barrières et des panneaux de signalisation. À Bologne la révolte est matée seulement après plusieurs heures. À Rieti (région Lazio), on compte trois morts de plus. En total, à la fin de la journée, les détenu·e·s mort·e·s sont 12. Encore une fois, la version officielle est celle de la mort pour overdose, pour tou·tes. Le même jour, pendant que les prisons brûlent, toutes les bourses financières s'effondrent. L'on parle de fermer Wall Street et Piazza Affari (bourse d'Italie).

Le soir même, avec un message en direct télé, le chef du gouvernement italien, au nom de l'unité de la nation, déclare l'extension de la « zone orange » à tout le territoire national, et l'application des mesures jusqu'à là appliquées aux régions du Nord du pays à toutes les autres régions : les gens sont invités à sortir de chez elles·eux que pour des raisons strictement nécessaires (pour acheter des produits alimentaires ou aller travailler), les manifestations et les assemblées sont interdites dans les lieux publics et privés, partout les cinémas sont fermés, de même les restaurants, salles de sport, bars et tous les lieux de rassemblement.

Dès le 10 mars, différents partis politiques, notamment au Nord Italie, insistent pour la fermeture totale de toute activité non essentielle. Le gouvernement hésite et la grande industrie fait pression pour maintenir les lieux de production actifs. Le 11 mars un deuxième décret du président, toujours transmis en direct télé dans tout le pays, impose des nouvelles restrictions de circulation et la fermeture d'autres secteurs de la production et des commerces, au nom de la sauvegarde de la communauté nationale et de sa santé.

Mais s'il est vrai que le CoVid-19 a confronté la classe politique italienne à une situation inédite, il est aussi vrai que, face au changement de la situation, son opération est depuis toujours celle de défendre la grande production et la grande distribution, quitte à mettre en danger la sécurité sanitaire. Depuis le 12 mars des grèves ont eu lieu, sauvages ou organisées par les syndicats de base, pour demander la fermeture des activités productives non nécessaires et le respect des normes de sécurité de la part des entreprises. La contradiction d'un gouvernement incapable de respecter les règles anti-contagion dictées par lui-même devient de plus en plus évidente, et frappe davantage les régions du Centre-Nord, où se trouvent en même temps les plus grands centres industriels et les zones de majeure diffusion de la contamination. Depuis le 10 mars il devient impossible de

sortir de chez soi, si ce n'est que pour des raisons exceptionnelles, par exemple aller au travail (pour celles·ceux qui ont encore un travail et qui ne peuvent pas faire du télétravail) et aller au supermarché. Qui sort doit se munir d'un justificatif à présenter aux forces de l'ordre, une forme d'auto certification sur les raisons de la sortie et qui doit respecter les contraintes liées à la circulation : l'absence d'une justification légitime pour sortir entraîne une sanction pénale. Celles·ceux qui sont testé·e·s positives et positifs au virus ou qui sont en quarantaine préventive, alors qu'elles·ils violent la quarantaine, peuvent être incarcéré·e·s. Le 12 mars, pendant une grève appelée par les syndicats de base à Modène, la police arrête certain·e·s syndicalistes. Le 14 mars les opérateurs·trices de la santé commencent à protester, car ils·elles sont obligé·e·s à des horaires de travail interminables sans aucune tutelle de leurs conditions de santé. Aujourd'hui, alors que je me baladais dans la ville, les routes étaient désertes, le peu de gens qu'il y avait marchait sans se croiser, pour la plupart avec des gants et des masques. Les magasins, ceux qui restent ouverts, font des horaires réduits, et le week end ferment. On peut y rentrer un par un et à l'extérieur il y a des queues immenses. Les parcs, où il avait été possible de se balader ou de faire du sport (bien que tout·e seul·e), ont été maintenant fermés. Des rendez-vous circulent pour des flashs mob sonores et des ovations collectives depuis son balcon, en soutien aux médecins. Plusieurs sites internet, même institutionnels, mettent en ligne livres et films gratuitement. Les musées peuvent être visités de façon virtuelle. Les cours à l'école et à l'université se font en streaming ou podcast. De même pour les conseils juridiques et les séances chez le psychologue. Les routes sont surveillées par les forces de l'ordre qui arrêtent les gens pour limiter au maximum la circulation et qui finissent souvent, par excès de zèle, par poursuivre celles·ceux qui se déplacent aussi pour des raisons qui pourraient être légitimes.

Les camarades italien·e·s et le CoVid-19

Comme dans toute situation de crise, les contradictions émergent maintenant plus clairement. Nous vivons une époque où la suspension de la « normalité » prend une forme beaucoup plus aiguë que celles que nous avons connues jusqu'à présent. Par son caractère même « d'exception dans l'exception », la suspension de la « normalité » que nous vivons met à nu et amplifie toutes les contradictions et les dispositifs déjà en place au quotidien, aussi ceux que, en tant que habitant·e·s de ce monde, nous avons intériorisé. Bien que nous ayons déjà vécu d'autres urgences, dévoré des essais de philosophie politique sur l'état d'exception et sur le gouvernement de la catastrophe, écrit des fleuves de mots d'analyse politique sur l'urgence terroriste, sur l'urgence post-séisme, etc., nous n'étions pas prêt·e·s non plus à la déclaration de la pandémie et de son état d'urgence conséquent.

Nous n'avons pas été en mesure d'anticiper la situation présente, ni d'agir en temps utiles – et cela nonobstant le fait que nous avons affiné, chacun·e de son point de vue, la capacité d'analyse critique en rédigeant nos propres textes sur l'urgence du coronavirus. Le manque de connaissances techniques est déroutant : nous ne savons pas quelle est l'ampleur réelle du phénomène, ni la réalité des informations qui nous sont transmises. Nous aussi, nous sommes incertain·e·s et nous avons peur pour nous-mêmes et pour les autres. Cette incertitude s'accroît avec l'augmentation du nombre d'infections et de décès. Au début, nous avons résisté, nous avons continué les activités et les assemblées. Puis, nous avons aussi pris des précautions dans nos groupes et dans nos espaces. Jusqu'à ce que nous ayons suspendu tout type d'activité publique et non publique. Jusqu'à ce que nous ayons fermé les centres sociaux et les espaces autogérés, et que nous nous sommes réduit·e·s à des assemblées télématiques. Cela n'est pas seulement dû aux mécanismes répressifs de plus en plus stricts, mais aussi à un sens accru de la responsabilité civique, avant tout de notre part, mais aussi envers l'opinion publique dans son ensemble. Elle considérerait comme irrecevable, à l'heure actuelle, toute proposition autre que l'unité de la communauté nationale dans le respect des normes de sécurité sanitaire imposées par le gouvernement à l'ensemble de la population. De nos jours, il n'est pas rare que des citoyennes et citoyens zélé·e·s déposent des plaintes auprès des partenaires sociaux, ou directement auprès des autorités compétentes, contre celles et ceux qui enfreignent les normes de sécurité sanitaire...

Les camarades se sont organisé·e·s en petits groupes qui assurent la diffusion en continu de contre-informations et de réflexions culturelles, afin de promouvoir un regard critique sur ce qui se passe de nos jours.

Pour de nombreuses et nombreux camarades d'Italie, c'est l'action territoriale et sociale qui assume une importance particulière. Elle se fonde sur des pratiques de mutualisme et de solidarité active, qui permettent de surmonter la peur de la contagion, désormais associée à tout contact humain. En ce moment de stagnation totale, les collectifs dans les quartiers acquièrent une viabilité politique, pour tenter d'agir et de proposer de nouvelles formes d'organisation autonome sur base territoriale. Il s'agit de réseaux d'entraide permettant de recenser les différents besoins et de réunir les diverses connaissances des membres d'une communauté de voisinage. Ici aussi, nous procédons avec beaucoup d'attention pour protéger les contacts humains, que l'on pense doivent être réduits au minimum. Nous nous déplaçons individuellement ou en petits groupes aussi pour

réaliser un plan de solidarité sociale et généralisée, également en collaboration avec des organisations humanitaires qui fournissent des autorisations et des outils, ne serait-ce que pour approvisionner en médicaments et en nourriture les personnes en difficulté (allant simplement les livrer chez elles après les avoir achetés). Des permanences virtuelles d'assistance psychologique et juridique gratuite sont organisées. Sur ces pratiques, comme toujours, le débat est vif : si certain·e·s y voient la seule option possible actuellement, d'autres sont sceptiques sur le caractère glissant du mutualisme, car il risque de se transformer en protection sociale et de remplacer cette dernière, finissant par aider l'État. Un peu tout le monde tente de faire des analyses en essayant de prévoir l'évolution rapide de la situation : comprendre pour anticiper. La quarantaine, la pandémie, la fermeture soudaine des écoles, des pubs, des restaurants, des cinémas et d'autres activités similaires ont laissé de nombreuses personnes sans travail et surtout sans salaire. Comment payer les prêts bancaires, les loyers et les factures en attendant ? Si le gouvernement a déjà des plans pour aider les entreprises touchées par le blocus de production causé par l'épidémie, pourquoi les travailleurs et travailleuses et les chômeuses et chômeurs ne seraient-elles-ils pas soutenu·e·s ? Le slogan #jeresteàlamaison (#iorestoacasa) est la réponse. Et qui n'a pas de maison ? On nous indique aussi : si vous avez de la fièvre et une respiration sifflante, appelez votre médecin traitant. Et qui n'a pas de médecin généraliste ? Ou encore, qu'en-est-il des parents obligé·e·s de travailler à domicile avec des enfants à charge ? Combien de temps peuvent-elles-ils tenir ? Comment réfléchir aux conditions des travailleurs et travailleuses contraint·e·s à travailler sans aucune forme de protection contre la contagion, ou des prisonnier·e·s entassé·e·s dans des cellules de prison ? Que se passerait-il si des épidémies de masse commençaient à se propager dans ces environnements ? Lorsque l'urgence prendra fin, et avec elle la quarantaine, qu'est-ce qui retournera à sa place et qu'est-ce qui ne le fera pas ? Quelles mesures la crise économique, provoquée par l'urgence, entraînera-t-elle ? Quelles formes d'austérité on nous imposera après la quarantaine ? Qui et combien seront les personnes prêtes à endurer la situation ? Commencer à remuer ces questions semble être une autre option viable, pour savoir quand et si certaines conditions et contradictions devraient commencer à devenir insoutenables. Pour savoir quand et si certaines personnes dans ce monde commencent à se rebeller...

Notes

[1] La Lega Nord (Ligue du Nord) est un parti italien d'extrême-droite, qui pourrait être comparé au Rassemblement National français

[2] Le Movimento Cinque Stelle (Mouvement 5 Étoiles) est un parti italien qui pourrait être comparé aux mouvements européens tels que Syriza en Grèce ou Podemos en Espagne, bien que la version italienne soit beaucoup moins radicale et beaucoup moins explicitement à gauche.

[3] Le Partito Democratico (Parti Démocrate) est un parti italien de centre-gauche, qui pourrait être comparé au Parti Socialiste français.